



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Extension du RSA aux jeunes

Question au Gouvernement n° 3671

Texte de la question

EXTENSION DU RSA AUX JEUNES

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain.

Mme Clémentine Autain. Les témoignages des jeunes affluent de partout et sont bouleversants. C'est Samia, étudiante en Seine-Saint-Denis, qui a basculé dans la prostitution pour survivre. C'est Marion, en décrochage scolaire, qui vit dans neuf mètres carrés et est devenue une habituée des banques alimentaires. C'est Yannis, manutentionnaire à Roissy, dont l'emploi intérimaire a cessé du jour au lendemain. C'est ce jeune anonyme que j'ai croisé en maraude. Ce sont ces invisibles qui sombrent dans la dépression et la pauvreté, ces étudiants isolés, sans job, condamnés à la vie par écran interposé.

Il ne suffit pas de constater, comme l'a fait Emmanuel Macron, que « c'est dur d'avoir 20 ans en 2020 ». Pour sortir de la formule, il faut sortir les jeunes de la galère et de l'angoisse. C'est un choix politique, celui du partage des richesses.

Nous le savons, des prix Nobel d'économie le clament : plus on aide les gens, plus ils sont aptes à sortir de la trappe à pauvreté. Ma question est concrète et se borne à une mesure d'urgence dans ce moment de crise sociale et sanitaire inédite : pourquoi n'ouvrez-vous pas le RSA – revenu de solidarité active – aux jeunes de moins de 25 ans ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes SOC et GDR.*)

Aujourd'hui, pour eux, c'est le no man's land. Quand on est jeune, aucun filet de sécurité n'empêche de sombrer. Ceux qui ne peuvent pas compter sur des parents suffisamment riches ou aidants sont tout simplement abandonnés. C'est une question d'égalité et d'autonomie de la jeunesse. L'exclusion des jeunes des minima sociaux est une exception française en Europe.

Il suffirait pourtant de revenir sur la suppression de l'ISF – impôt de solidarité sur la fortune –, et sur l'instauration de la flat tax, pour financer l'essentiel d'une telle extension du RSA. (*Mêmes mouvements.*)

À la place, vous avez annoncé une usine à gaz, avec votre plan « 1 jeune, 1 solution ». Je traduis ce qu'il donne dans les villes de ma circonscription : 44 emplois proposés pour près de 20 000 jeunes. Non, il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un emploi. Comme le disait Nelson Mandela, « vaincre la pauvreté n'est pas un acte de charité, mais un acte de justice. » (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Mme Frédérique Vidal, *ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation*. Vous avez raison, nos jeunes souffrent, nos étudiants souffrent et, évidemment, nous les accompagnons depuis le premier confinement, depuis cette rentrée universitaire et plus encore pour ce second semestre.

M. Loïc Prud'homme. Ils ne sont pas au courant !

Mme Frédérique Vidal, *ministre*. Nous avons revalorisé pour la deuxième année consécutive toutes les bourses sur critères sociaux.

Nous avons fait en sorte qu'ils puissent bénéficier de repas équilibrés deux fois par jour, pour un euro, dans les restaurants universitaires. Nous avons versé une aide exceptionnelle au mois de juin, puis une autre au mois de décembre.

Nous avons créé presque 22 000 emplois étudiants dans les établissements, pour que, justement, les jeunes qui ont perdu leur petit boulot puissent en retrouver un, et avec celui-ci, la possibilité de créer du lien.

Mme Mathilde Panot. Et le RSA ?

Mme Frédérique Vidal, *ministre*. Vous avez aussi raison sur un deuxième point. Nous devons repenser profondément notre système d'accompagnement, à cause d'une double difficulté : certains parents qui pouvaient aider leurs enfants ne le peuvent plus, dans ce contexte de crise économique ; certains étudiants qui travaillaient ont perdu leur emploi.

C'est pourquoi, vendredi dernier, lorsque nous avons reçu les conférences d'établissement et les associations étudiantes, le Premier ministre m'a demandé d'engager dans l'urgence une réflexion, afin de mieux accompagner ces jeunes dans les classes moyennes.

M. Olivier Faure. Il ne faut pas réfléchir, mais agir !

Mme Frédérique Vidal, *ministre*. L'action a déjà été lancée : 700 millions d'euros ont été dégagés depuis le mois de mai, pour accompagner les jeunes les plus précaires. Ce n'est pas rien ; c'est beaucoup plus que ce qui a été fait sous d'autres quinquennats. Nous continuerons afin de trouver, pour chaque jeune, une solution. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3671

Rubrique : Jeunes

Ministère interrogé : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Ministère attributaire : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 janvier 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [20 janvier 2021](#)